

Initiatives ministérielles

Lorsque la grève était en cours, on a beaucoup parlé des gens qui se trouvent au bas de l'échelle salariale dans la fonction publique et du fait qu'il fallait les aider, mais que le gouvernement ne faisait rien en ce sens. Alors, qu'a fait le gouvernement? Il a réagi, il a écouté, il est allé à la table des négociations et a offert 500 \$ par personne.

Une voix: C'est un scandale!

M. McCreath: Je crois comprendre que le ministre va proposer un amendement à ce projet de loi pour que ces fonctionnaires y aient droit. Puis de quoi a-t-on parlé? Pendant toute une semaine, on nous a cassé les oreilles avec les mères seules. C'est à croire que la fonction publique ne comprend que des mères seules touchant moins de 20 000 \$ par an. Le gouvernement a pris des mesures. Mais voilà maintenant que l'on soutient que c'est insuffisant parce que leur nombre n'est pas tellement élevé. Que faire?

• (2050)

Tout à l'heure, j'ai qualifié cette grève de politique. Cela ne fait aucun doute quand on examine le point de vue de mes collègues d'en face. On connaissait d'avance la position du NPD. Tout le monde le sait, solidarité quand tu nous tiens: le CTC, la CAW, le NPD, c'est du pareil au même. Mais ils ont fini par se rendre compte qu'il y avait des agriculteurs dans leur caucus. Ils comptaient parmi eux des gens qui avaient des responsabilités à assumer à l'égard des agriculteurs de l'Ouest, ces pauvres gens qui connaissent peut-être la pire année de leur histoire. Qu'étaient-ils en train de faire? Ils prolongeaient une grève qui faisait financièrement très mal aux agriculteurs de l'Ouest. Le gouvernement, lui, intervient.

Prenez garde et vous verrez le genre de soutien que les agriculteurs obtiennent du gouvernement actuel, celui qu'a toujours assuré le gouvernement dirigé par notre premier ministre.

Le NPD clame qu'il faut se sortir de cette situation, quel que soit le prix à payer. Le leader à la Chambre a dit: «D'accord, vous nous avez dit que vous prolongeriez indéfiniment le débat. Adoptez un ordre de la Chambre stipulant que si les fonctionnaires font de nouveau la grève, le gouvernement fera adopter le projet de loi par la Chambre des communes en deux jours.» Le député de Kamloops ne pourrait dire oui plus vite pour se sortir de ce pétrin.

Alors il y a eu les députés du Parti libéral, dirigés par «Jean le suiveur». Nous ne savions pas quelle était leur position lorsqu'il était question d'une loi sur le retour au travail. Nous avons donc dû attendre que le NPD dévoile ses intentions. Nous avons alors appris que le NPD comptait s'opposer à la loi présentée par le gouvernement. Pourvu que le Parti libéral ne se retrouve pas seul dans l'obscurité avec le NPD. «Jean le suiveur» a donc déclaré: «Nous nous opposons aussi à cette loi.» Ils ont eu une idée brillante: faire appel à un médiateur. Nous les avons entendus crier de là-bas: «Faisons appel à un médiateur.» Qu'importe si le dirigeant du syndicat a déclaré que cette grève était nécessaire. Qu'importe si le dirigeant du syndicat a quitté la table des négociations quand il y avait, à cette table, des offres intéressantes pour les membres. Non, non, c'est ce que nous devons faire.

Je ne dispose plus de beaucoup de temps. J'aimerais cependant dire une chose. Les Canadiens n'appuient pas cette grève. La plupart des Canadiens reconnaissent que les fonctionnaires sont des gens au service du Canada et qu'ils doivent pouvoir retourner au travail comme nous tous. Je suppose que la grande majorité des Canadiens appuient les efforts de ce gouvernement qui doit malheureusement adopter cette loi.

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, après le bruit que l'on a entendu de l'autre côté, je vais essayer d'être un peu plus modéré.

Une voix: Je suis sûr que vous allez être également beaucoup plus sensé.

M. Skelly: La dernière chose que j'ai entendue de la part du député d'en face, c'est que la population canadienne n'était pas en faveur de la grève. Je pense que c'était la seule chose véridique qu'il ait dite. Je ne devrais pas dire cela. C'est probablement antiparlementaire. Mais la seule chose qui avait l'air vraie à mes oreilles, c'est que la population du Canada n'est pas en faveur de cette grève.

En fait, je ne pense pas qu'elle appuie une grève quelconque. Les Canadiens, tout comme les gens de ce côté-ci de la Chambre, aimeraient trouver une façon de mettre fin à la grève, mais une façon qui respecte le processus de négociation collective et de médiation, le processus que les Canadiens associent maintenant à un régime démocratique appliqué aux relations de travail. Pourtant, le gouvernement refuse systématiquement de